

POLITIQUE DE REPRÉSENTATION

Adoptée par le CA à sa séance de février 1997
Modifiée en AGA le 10 juin 1998
Modifiée à L'AGA des membres de la CDC de Laval le 13 juin 2001
Modifiée et adoptée par le CA à sa séance du 21 novembre 2007

TABLE DES MATIÈRES

1.	PRÉAMBULE	3
2.	INTRODUCTION	4
2.1.	Détermination des lieux de représentation	4
2.2.	Conditions de participation aux différents comités.....	4
3.	REPRÉSENTATION ET PROCESSUS DE DÉLÉGATION	5
3.1.	Représentation de la CDC de Laval	5
3.2.	Représentation des organismes communautaires.....	5
3.3.	Représentations sectorielles	5
4.	REPRÉSENTANT-E	6
4.1.	Définition.....	6
4.2.	Mandat.....	6
4.3.	Imputabilité	6
4.4.	Devoirs et responsabilités des représentant.e.s.....	6
4.5.	Obligations.....	6
4.6.	Critères	7
4.6.1.	Éligibilité de l'organisme	7
4.6.2.	Éligibilité de la personne représentante	7
4.6.3.	Révocation du mandat	7
5.	CONFLIT D'INTÉRÊT	8
6.	OUTILS DE MISE EN PRATIQUE DE LA POLITIQUE DE REPRÉSENTATION.....	9
7.	ÉTHIQUE.....	9
8.	SOUTIEN AUX REPRÉSENTANTS-ES.....	9

1. PRÉAMBULE

Afin de clarifier le contexte dans lequel se situe l'actualisation de la politique de représentation, il convient de rappeler certaines prémisses qui ont conduit à son élaboration ainsi que certains fondements et valeurs inhérents au fonctionnement de la CDC de Laval.

Malgré les modifications apportées à la 3^e partie de la Loi sur les compagnies en 1994, modifiant les règles de gestion d'un OBNL (organismes à but non lucratif), la CDC de Laval a continué de placer ses membres au cœur des processus décisionnels du regroupement. Ainsi, la CDC de Laval considère l'Assemblée générale des membres comme un lieu privilégié de consultation et de prise de décisions.

Le conseil d'administration de la CDC de Laval assume les tâches et responsabilités qui lui sont confiées par l'assemblée générale des membres. Aussi, dans un souci de transparence et de circulation de l'information, et en accord au principe « s'informer, se consulter, se mobiliser » inscrit dans la planification triennale du regroupement, le conseil d'administration met en place tous les moyens à sa disposition pour consulter les membres et se nourrir de leur réflexion. Rappelons aussi que la *Charte de principes* sert de plate-forme au fonctionnement du regroupement.

La politique de représentation et les processus internes de nomination des représentant.e.s s'inscrivent donc dans cette logique. La CDC de Laval privilégie la représentation des membres par les membres. La représentation n'est pas exclusivement réservée aux membres du Conseil d'administration, au contraire, la CDC de Laval favorise la relève et tente d'éviter de concentrer la représentation entre les mains d'un petit nombre de personnes. Elle privilégie la diversité de la provenance des candidat.e.s intéressés par la représentation, en autant qu'ils soient impliqués activement au sein du regroupement. Pour ce faire, la CDC de Laval met en place des modalités lui permettant de faciliter la circulation de l'information et l'appropriation des enjeux par tous les membres.

L'adhésion de tous les membres de la CDC de Laval à la politique de représentation souligne une volonté collective de se doter d'outils permettant d'actualiser nos valeurs contenues dans la *Charte de principes*. La politique de représentation vise la gestion démocratique des discussions politiques du regroupement de façon à ce qu'un plus grand nombre de personnes puisse prendre part aux débats et, ultimement, aux décisions qui les concernent.

2. INTRODUCTION

La Corporation de Développement Communautaire de Laval est un regroupement d'organismes communautaires œuvrant dans divers secteurs d'activités et dont la mission est d'assurer la participation active du mouvement populaire et communautaire au développement socio-économique du milieu.

Le but de cette politique est de baliser les liens entre la CDC de Laval et ses représentant.e.s en précisant le mandat de représentation, son processus de délégation et les attentes de la CDC de Laval à l'égard des personnes désignées à exercer ce pouvoir.

La présente politique a été définie par le comité Représentation et entérinée par le Conseil d'administration de la CDC de Laval lors de sa séance de février 1997. Elle fut modifiée lors de l'Assemblée Générale des membres du 10 juin 1998, puis modifiée de nouveau lors de l'AGA de juin 2001.

2.1. Détermination des lieux de représentation

Afin d'analyser les demandes de délégation nous provenant d'instances régionales de concertation, la CDC de Laval se dote d'une grille d'évaluation permettant de mesurer la pertinence d'y envoyer un.e représentant.e. Les éléments contenus dans la grille serviront de balises lors de l'analyse de la demande. Ils seront pondérés en fonction de l'importance stratégique des enjeux pour le mouvement communautaire liés à sa participation à l'instance concernée.

2.2. Conditions de participation aux différents comités

La participation du mouvement communautaire lavallois à un lieu de concertation ou de partenariat doit tendre à se faire dans le respect des conditions de partenariat suivantes :

- Respect de nos pratiques et de notre fonctionnement démocratique et consultatif;
- Respect de notre autonomie;
- Reconnaissance de notre rôle de représentant et de porte-parole des organismes communautaires, de la population qu'ils desservent et des personnes vivant des situations d'exclusion;
- Respect de nos modes de suivi des représentant.e.s, plus particulièrement l'instauration d'un système d'accompagnement s'il y a lieu;
- Mise en place des règles de gestion connues de tous, plus particulièrement la transparence et la clarté dans les processus décisionnels, et ce, dans le cadre de mandats clairement définis;
- Instauration de rapports égaux entre les partenaires;
- Assurance que la concertation mène à l'action;
- Clarification du rôle et de la contribution spécifique attendue du mouvement communautaire;
- Clarté des mandats et objectifs du comité.

3. REPRÉSENTATION ET PROCESSUS DE DÉLÉGATION

La CDC de Laval est l'instance privilégiée pour la nomination des représentant.es du mouvement communautaire et populaire lavallois aux instances régionales multisectorielles qui influencent les conditions de vie de la population de Laval. De façon spécifique, comme le stipule le Cadre de référence de l'Agence de Santé et des services sociaux, « Le RSSS de Laval favorise la consultation et la concertation avec les organismes communautaires et reconnaît la Corporation de développement communautaire (CDC) de Laval comme interlocuteur privilégié pour fins de consultation et de concertation. »¹

3.1. Représentation de la CDC de Laval

Le Conseil d'administration de la CDC de Laval assume la responsabilité des représentations de ses délégué.e.s au nom de la corporation. Il tend à déléguer normalement un.e représentant.e des groupes membres, mais peut déléguer aussi l'une ou l'autre des personnes employées par la Corporation.

3.2. Représentation des organismes communautaires

Le Conseil d'administration de la CDC de Laval dispose des demandes de représentation au nom de l'ensemble du mouvement communautaire lavallois provenant de l'Agence de la santé et des services sociaux de Laval et de toutes autres instances régionales multisectorielles, en assurant le suivi du processus interne de nomination.

3.3. Représentations sectorielles

Pour toute représentation sectorielle à un comité ou à une instance, la permanence de la CDC de Laval acheminera la demande aux tables sectorielles qui verront à recommander un.e représentant.e au Conseil d'administration de la CDC de Laval. En l'absence de cette table sectorielle, la permanence convoquera les groupes concernés à une rencontre afin que ceux-ci puissent choisir et recommander un.e représentant.e au Conseil d'administration.

Les représentations sectorielles imputables au Conseil d'administration de la CDC de Laval ne concernent que les lieux de représentation sectoriels pour lesquels l'avis de la CDC de Laval, en tant que regroupement multisectoriel, a été sollicité. Les tables de concertation, regroupements sectoriels et organismes communautaires sont autonomes dans leurs représentations lorsqu'ils sont sollicités directement. La CDC de Laval souhaite tout de même que, lors de représentation en leur nom, les tables de concertation, les regroupements et organismes communautaires tiennent compte des enjeux globaux de l'ensemble du mouvement communautaire lavallois et québécois dans leurs recommandations.

¹ ASSS de Laval, Cadre de référence, 2007

4. REPRÉSENTANT.E

4.1. Définition

Personne désignée à qui l'on confie un pouvoir de représentation. Cette nomination peut se faire directement par le CA ou une assemblée générale des membres de la CDC de Laval. Les membres peuvent aussi se donner des stratégies collectives d'élection lorsque celle-ci se fait directement auprès de l'instance.

4.2. Mandat

Général :

Représenter l'ensemble des organismes communautaires dans le but de promouvoir l'action communautaire, les valeurs préconisées et de défendre les intérêts des groupes communautaires ainsi que ceux de la population qu'ils desservent, et ceci, en conformité avec la mission de la CDC de Laval dont le principal objectif est de renforcer le secteur communautaire et d'en générer la consolidation et le développement.

Spécifique :

Un mandat spécifique sera défini en fonction de l'instance concernée et des enjeux, dont :

- Assurer la transmission de l'information
- Partager la vision et l'expertise spécifique des organismes communautaires lavallois
- Faire le lien entre les enjeux spécifiques liés à une instance et ceux relatifs aux autres lieux de représentation

4.3. Imputabilité

Une fois délégué, un.e représentant.e est imputable à l'instance qui l'a nommé.

4.4. Devoirs et responsabilités des représentant.e.s

La principale responsabilité du/de la représentant.e est de maintenir un lien de communication avec les instances de la CDC de Laval, plus précisément le Conseil d'administration et l'assemblée des membres. Ainsi, il doit participer activement à la transmission de l'information lui permettant d'informer les membres et le Conseil d'administration des enjeux et dossiers en cours dans le cadre de sa représentation. Les représentant.e.s seront alors en mesure de recevoir la rétroaction des membres de la CDC afin de porter les positions du mouvement communautaire.

4.5. Obligations

- Participer aux réunions des instances concernées.
- Aviser la CDC en cas d'absence
- Informer régulièrement les membres et le conseil d'administration de l'évolution des dossiers et les consulter sur toutes décisions prises ou à prendre comportant des enjeux majeurs pour les organismes communautaires, les personnes qu'ils desservent et les personnes en situation d'exclusion
- Respecter les mots d'ordre des assemblées générales des membres et des instances décisionnelles, en exemple boycott, retraits temporaires, mobilisation.
- Acheminer régulièrement toute documentation pertinente à la CDC de Laval (procès verbaux, etc.).
- Lors de son remplacement par un.e nouveau.elle représentant.e, assurer le transfert de l'information quant aux dossiers en cours et aux enjeux inhérents à la représentation en se rendant disponible auprès du/de la nouveau.elle représentant.e

- Participer à une rencontre annuelle d'évaluation.
- Respecter les mécanismes mis en place

4.6. Critères

La représentation de la CDC de Laval étant essentielle autant pour l'organisation que pour ses membres, des critères de base sont établis pour définir le profil de la personne recherchée à ce titre :

4.6.1. Éligibilité de l'organisme

Éligibilité de l'organisme

- L'organisme doit être membre de la CDC de Laval depuis au moins 1 an
- L'organisme doit participer assidûment aux activités de la CDC de Laval.

4.6.2. Éligibilité de la personne représentante

- La personne doit représenter un organisme membre de la CDC de Laval
- La personne doit participer assidûment aux activités de la CDC de Laval.

Certaines connaissances sont privilégiées pour assumer un mandat de représentation pour la CDC de Laval. Dans un cas contraire, la personne déléguée aura à approfondir ces connaissances :

- des problématiques sociales
- de la réalité des personnes concernées par les actions de l'instance
- de l'instance et compréhension de son action
- des sujets traités et enjeux politiques
- du plan d'action de la CDC de Laval

La personne qui assumera un mandat de la délégation pour la CDC de Laval sera appelée à développer certaines aptitudes, telles que l'objectivité, la capacité de synthèse, de décision et la capacité de faire des liens entre les divers dossiers. Elle devra aussi être capable de défendre et porter la cause globale du communautaire et être disponible.

L'importance stratégique des différents lieux de représentation et instances de concertation varie selon les dossiers et les enjeux prioritaires au plan d'action de la CDC de Laval, qui devra être mesurée lors de l'évaluation de la pertinence d'envoyer un.e représentant.e à une instance. Dans le cas où l'instance est jugée hautement stratégique, l'expérience antérieure de représentation des candidats potentiels et leur connaissance élargie de l'ensemble du plan d'action de la CDC de Laval pourraient devenir des critères de sélection prioritaires dans le choix de représentant.e.s. Dans les autres cas, la formation de la relève sera un des éléments considérés dans le choix d'un.e représentant.e.

4.6.3. Révocation du mandat

Toute personne désignée peut se voir retirer son mandat de représentation. Le Conseil d'administration de la CDC de Laval, suite à un manquement, avisera la personne et l'instance concernée de la destitution de ses pouvoirs.

5. CONFLIT D'INTÉRÊTS

- Attendu que les groupes communautaires sont des acteurs de changements sociaux visant entre autres la transparence, l'honnêteté, la justice et l'équité et que comme acteurs de changements sociaux, leur crédibilité est un outil de travail important auprès de la population et des autorités en place.
- Attendu que les demandes d'implication des instances décisionnelles à l'égard des groupes communautaires sont une forme de reconnaissance importante du mouvement communautaire et de leurs compétences tant dans leur domaine d'intervention que comme acteurs de changements sociaux.
- Attendu que lesdites représentations comportent des enjeux importants au plan de la solidarité, de l'influence et de l'éthique des groupes communautaires.
- Attendu que les représentations impliquent parfois la participation des groupes communautaires à des exercices d'attribution de financement aux groupes communautaires.
- Attendu que la participation des groupes communautaires dans des exercices d'attribution de financement à d'autres groupes communautaires ou au groupe d'où est issu.e le/la représentant.e est source de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
- Attendu qu'une allégation de conflit d'intérêts fondée sur le réel ou sur l'apparence est source de déstabilisation de la crédibilité d'un groupe et du mouvement communautaire dans la quête de changements sociaux et donc nuisible au travail dudit groupe et du mouvement.
- Attendu que le conflit d'intérêts ou son apparence est une source de désolidarisation et de méfiance entre les groupes.
- Attendu que l'objectivité et la neutralité des représentant.e.s ne sont pas remises en question.
- Attendu que le financement représente la survie de l'action des groupes et est directement relié au gagne-pain des travailleur.euse.e ce qui implique nécessairement un biais lorsque nous pouvons influencer sur notre propre financement.

Il est adopté que :

1. En principe, les groupes devraient accepter de siéger avec d'autres partenaires dans le cadre d'exercice d'attribution de financement public aux groupes communautaires afin
 - De faire partager aux autres secteurs les réalités et impératifs du communautaire;
 - De s'assurer que les organismes communautaires soient traités avec respect, attention et reconnaissance de leurs actions
 - De s'assurer d'une distribution équitable des fonds en termes de besoins de la population en premier lieu et besoins des organismes communautaires.
2. En exception au principe, un organisme communautaire devrait refuser de siéger dans le cadre d'un exercice d'attribution de financement lorsqu'il a lui-même déposé une demande de financement sur laquelle il est invité à se prononcer.
3. Advenant un mécontentement des organismes communautaires à l'égard d'un conflit d'intérêts ou de son apparence pour un.e représentant.e invité.e à siéger dans le cadre d'un exercice d'attribution de financement public aux groupes communautaires, le Conseil d'administration de la CDC de Laval verra à nommer une personne pour répondre à l'invitation avec le critère de neutralité face à l'enveloppe qui sera discutée.

6. OUTILS DE MISE EN PRATIQUE DE LA POLITIQUE DE REPRÉSENTATION

Le Conseil d'administration de la CDC de Laval se dote des outils suivants afin de s'assurer du respect de la politique de représentation :

- ☐ Remettre au représentant.e un mandat spécifique écrit;
- ☐ Prévoir un mécanisme d'évaluation annuelle avec les représentant.e.s.
- ☐ Envoyer une lettre de fin de mandat aux représentant.e.s et à l'instance concernée (lorsqu'il y a lieu)
- ☐ Remettre à ses membres et aux partenaires la liste officielle des représentant.e.s

7. ÉTHIQUE

Les personnes déléguées pour représenter la CDC de Laval doivent respecter certaines règles d'éthique. Celles-ci sont :

- ☐ Éviter toute médisance envers les organismes communautaires, les partenaires ou les personnes qui les représentent
- ☐ Porter les valeurs « du communautaire »
- ☐ Ne pas divulguer aux partenaires les informations relatives aux stratégies priorisées par les groupes
- ☐ Respecter les directives du C.A. et respecter les règlements et politiques de la CDC de Laval
- ☐ Avoir le souci de la confidentialité des informations
- ☐ Respecter les orientations politiques de la CDC de Laval

8. SOUTIEN AUX REPRÉSENTANTS-ES

En cas de besoin, les représentant.e.s pourront bénéficier notamment des supports suivants dans l'accomplissement de leur mandat :

- ☐ Formation d'une demi-journée
- ☐ Outils de suivi de délégation
- ☐ Comité de délégation : Trois à quatre fois par année
- ☐ Accompagnement et rencontre de la permanence